

Au sommaire

- 6 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Emprunt / Prêt. Sanctions civiles applicables en cas de défaut ou d'erreur du taux effectif global
Urbanisme / Construction. Conditions de régularisation de certaines constructions illégales achevées depuis plus de dix ans
Lotissement. Précisions en cas de discordance entre les règles d'un PLU et celles d'un cahier des charges
- 9 ENTREPRISE**
Liquidation judiciaire. Vente sur licitation de l'immeuble indivis déclaré insaisissable et accord du liquidateur
- 10 FAMILLE - PATRIMOINE**
Régimes matrimoniaux. Changement de régime matrimonial et fraude aux droits d'un enfant
Indivision. Mandat apparent de l'administrateur judiciaire de l'indivision successorale pour conclure des baux ruraux
- 13 FISCAL**
Fraude. Sursis d'imposition de la plus-value de cession de valeurs mobilières : défaut d'abus de droit
- 15 RURAL**
Agriculture. Valeurs vénales des terres agricoles et des vignes en 2018
Aménagement foncier. Nullité de la pré-emption de la SAFER faite à l'avocat de l'adjudicataire et non à l'adjudicataire lui-même
- 16 PROFESSION**
Notaires. Responsabilité du clerc ayant agi hors des limites de sa mission

À LA Une

Nouvelle loi de simplification du droit des sociétés

Après un parcours parlementaire assez erratique, la loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés a été finalement publiée au *Journal officiel* le 20 juillet dernier.

Le texte simplifie de nombreuses mesures relatives aux sociétés civiles et commerciales, ainsi qu'aux fonds de commerce, en allégeant certaines procédures, en corrigeant des erreurs ou des incohérences et en clarifiant des dispositions qui posaient des difficultés d'interprétation. > **LIRE P. 1**

Un encart publicitaire « Mélanges en l'honneur du professeur Laurent Aynès » est joint au présent numéro